

Une école d'économie à Paris ? Chic, mais...

Paris a déjà son école de kinésithérapie, une des mines, une de boulangerie, cinq d'architecture et plus de 300 primaires. Et une école d'économie ? Que nenni, alors que les Anglais nous narguent depuis plus d'un siècle avec leur « London School of Economics ». Mais cette lacune sera comblée à la rentrée 2007. Le mois dernier, Dominique de Villepin a annoncé la création de l'école d'économie de Paris. Le Premier ministre lui a donné une prime de naissance de 10 millions d'euros. Et un pilote : Thomas Piketty, un économiste jeune (trente-quatre ans) et déjà réputé, même si son plaidoyer en faveur d'une fiscalité plus progressive ne lui vaut pas que des amis. On ne peut que se réjouir d'une telle initiative. A-t-elle toutes les chances de réussir ?

L'enseignement de l'économie n'échappe pas aux lois... de l'économie : la concurrence devient mondiale. L'enjeu n'est plus d'attirer les meilleurs du pays, comme les grandes écoles le font depuis le XIX^e siècle, mais les professeurs et les étudiants les plus brillants de la terre entière. Pour y parvenir, il faut une réputation d'excellence, qui requiert d'être connu. Or la France a dans l'université le même défaut que dans le vin : la production est de qualité inégale et beaucoup trop morcelée. Ce qui la pénalise dans le palmarès le plus consulté par les étudiants en économie, établi par l'université de Melbourne à partir des publications parues dans 63 revues scientifiques au cours de la dernière décennie (www.econphd.net). Ce palmarès est désastreux pour la capitale française. Sa première université, Paris-I, arrive au 93^e rang, suivie de l'École des ponts et chaussées (ENPC, 97^e), Polytechnique (141^e) et Dauphine (171^e). Les onze premières du classement sont américaines (Harvard, Chicago, MIT...). Mais la fineade London School of Economics arrive au 12^e rang. Encore plus vexant : la provinciale université de Toulouse-I arrive... au 18^e rang, 75 places devant la première parisienne ! Devant l'affront, il était plus que temps de réagir.

Au-delà de la nécessité, il y a une occasion à saisir. L'Amérique n'est plus aussi accueillante. Depuis l'élection de George Bush Jr. en 2000 et depuis le 11 septembre 2001, quelque chose s'est fendillé dans le béton universitaire américain. Les étudiants étrangers sont moins nombreux à migrer aux États-Unis. Cer-



tains professeurs, notamment venus d'Europe, ne se sentent plus aussi bien sur les campus américains. C'est un bon moment pour les faire venir en France – ou revenir, tant les économistes français sont nombreux à être partis enseigner outre-Atlantique. Mais s'il y a d'excellentes raisons de créer une école d'économie à Paris, le succès n'est pas certain. Il suffit de poser deux questions simples pour s'en apercevoir : quoi ? comment ?

L'école d'économie de Paris, c'est quoi ? Un campus et une fondation. Le campus existe déjà : c'est l'ancienne École normale supérieure féminine, boulevard Jourdan. Des chercheurs réputés, venus de différentes maisons (École normale supérieure, Ponts-et-Chaussées, Inra, Ehess, Cepremap), y travaillent en partenariat depuis un bon bout de temps – le mouvement a commencé il y a une douzaine d'années. Ils y ont monté des programmes de master (bac + 5) et de doctorat (bac + 8). L'école continuera sur cette lancée en

recevant uniquement des étudiants ayant déjà passé au minimum deux ou trois ans sur les bancs de la faculté.

La fondation, bientôt créée, donnera un label unique qui produira une forte ascension dans les classements mondiaux. Avec les premiers fonds débloqués, il deviendra possible de remplacer une partie des bâtiments préfabriqués qui datent de... 1945. Le système gagnera en souplesse. Des chaires temporaires accueilleront des professeurs fraîchement recrutés, en attendant les deux ou trois années nécessaires pour que se dégage un poste stable dans l'université. Mais l'école n'ira pas au-delà. Comme l'explique Danièle Hervieu-Léger, présidente de l'Ehess, « une fondation n'a pas

vocation à disposer d'un corps enseignant qui lui soit propre » et « ne saurait avoir de capacité diplômante ». Autrement dit, les institutions rassemblées sous l'étiquette « EEP » resteront libres de gérer leurs professeurs et leurs diplômés. D'où deux dangers permanents : l'explosion de l'école ou le démantèlement des institutions impliquées. Bon courage à ceux qui voudront forger une identité commune !

Deuxième question : comment est née l'école ? C'est le fait du prince. Une décision « top-down » et non « bottom-up », comme dirait un consultant en management. Pas d'annonce préalable. Pas de consultation ouverte. Pas d'appel d'offres, outil pourtant prisé des économistes. Certains des intéressés ont été prévenus le matin de l'annonce. D'autres

ont mené un intense travail de lobbying qui a porté ses fruits. « Je ne crois pas que cela soit de nature à diriger les efforts des chercheurs dans la bonne direction », affirme dans son blog Bernard Salanié, un économiste français qui travaille à l'université Columbia de New York. Bref, l'EEP, née dans l'opacité, devra s'en affranchir.

Plus grave : ceux qui ont décidé la création de l'EEP n'ont apparemment pas tiré les leçons de la grande réussite française en la matière. Il eût pourtant été instructif de regarder comment Toulouse-I s'est hissée au second rang européen. D'abord, c'était une initiative de la base. Elle est partie de Jean-Jacques Laffont, un professeur qui a décidé dans les années 1980 de se battre au pays après avoir enseigné à Paris et dans cette Mecque mondiale de l'économie qu'est Harvard. Ensuite, elle s'est construite dans une seule université, coagulant peu à peu les institutions voisines. Enfin, Laffont a bâti avec d'autres un Institut d'économie industrielle pour associer des entreprises à la recherche. Les fonds récoltés ont permis de s'émanciper de la misère de l'université et d'attirer ainsi d'autres chercheurs. Un colloque organisé à Toulouse il y a quatre mois en mémoire de Laffont, décédé en 2004, a été le plus prestigieux rassemblement d'économistes en France depuis des lustres.

Heureusement, il y a plusieurs chemins qui mènent à la réussite. Toulouse en a tracé un de fort belle manière. Espérons que Paris défrichera le sien malgré ses handicaps de départ, en nouant des liens avec des entreprises. Et que l'on puisse un jour exprimer son enthousiasme en prononçant à l'anglaise le nom de l'école de Paris : « Hi Hi Pi... Hourra ! »

JEAN-MARC VITTORI est éditorialiste aux « Echos ». jmvittori@lesechos.fr